



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale Loire-Haute-Loire
2 Avenue Grüner – Allée C
42100 SAINT-ETIENNE

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UID4243-MEA-022-0423		Saint-Etienne, le 23 décembre 2022
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Siège social : BOUYER LEROUX STRUCTURE Les Tuileries CS60042 42300 MABLY	N° AIOT 0006104980 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Régime SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Production		
Date du contrôle : 20/12/2022		
Inspecteur(s) : Christelle BARBIER		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle		
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> biodiversité	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc Action nationale : <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) : L'atelier « préparation de terre » et le bassin de rétention des eaux pluviales		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées. • Arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2005 • Arrêté de prescriptions complémentaires du 26 septembre 2017 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. David SEGUY	BOUYER LEROUX	Directeur des sites de Mably et de Saint-Marcellin
Mr Laurent DUSSAUCY		Responsable environnement du site BOUYER LEROUX Mably
Copies <input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Pôle MEA <input type="checkbox"/> Autre : DDPP 42 - service SEPR		

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement BOUYER LEROUX STRUCTURE implanté Les Tuileries CS60042 42300 MABLY, suite à l'incendie qui s'est déclaré le 18 décembre dernier.

I.1 – Périmètre inspecté

L'atelier « préparation de terre », zone où a eu lieu le sinistre, ainsi que le bassin de rétention des eaux pluviales, qui a été utilisé comme bassin de rétention des eaux d'extinction ont été inspectés.

Les points contrôlés portent sur :

- la gestion des eaux d'extinction en cas d'accident (article 4.4.2 APA 22/12/2005 et article 23 de l'AM du 10/12/2013),
- les dispositifs de détection incendie (article 6.1.2) de l'APA 22/12/2005,
- les moyens d'intervention (article 6.3 APA 22/12/2005),
- la gestion des déchets.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation

↳ Historique industriel et administratif de l'établissement

La société BOUYER LEROUX STRUCTURES, dont l'installation est située route de Paris - ZI les Tuileries sur la commune de Mably, est autorisée, par arrêté préfectoral du 22 décembre 2005 modifié par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 26/09/2017, à exploiter une installation de fabrication de produits réfractaires. Le site est soumis à RSDE par APC du 28/09/2011.

L'activité principale de fabrication de produits réfractaires est IED et relève de la rubrique 3350 de la nomenclature des ICPE. Cette activité comprend deux lignes de fabrication, MAB04 et MAB05 dont les capacités de production journalières sont respectivement de 320 t/j et 520 t/j, soit 840 t/j au total.

La visite avait pour objectif de s'assurer que l'exploitant avaient pris toutes les dispositions afin de prévenir tout risque de pollution des sols et du milieu naturel suite à l'incendie.

I.3 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

Les articles vérifiés ont tous donné lieu à un constat de non-conformités ou une observation.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, une non-conformité mineure a été relevée.

Il est proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L171-6 du code de l'environnement et d'informer l'exploitant de transmettre, dans un délai de **15 jours**, le rapport d'accident et dans un délai de 3 mois, un plan d'actions visant à répondre aux retours d'expérience de l'accident. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Rédacteur L'inspecteur de l'environnement Christelle BARBIER	Vérificateur et approbateur Le chef délégué de l'Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire Guillaume PERRIN
---	--

Annexe 1 – Fiche de constats¹

Constat N°1 : gestion des eaux d'extinction en cas d'accident (annexe 2)

Lors du contrôle, il a été constaté :

- un niveau très très bas du bassin de rétention des eaux pluviales situé en limite Est du site, indiquant qu'une très faible quantité des eaux d'extinction a été collectée via le réseau des eaux pluviales et dirigées vers ce bassin.
- la présence à l'intérieur du bâtiment en parti incendié, d'une boue faite des eaux ayant servi à éteindre l'incendie, et de suie.

Au vu de la situation géographique de l'atelier concerné, en bordure Ouest de la nouvelle usine, les eaux d'extinction se sont répandues sur le sol non imperméabilisé.

Le volume d'eau utilisé par les services de secours n'est pas connu à ce jour.

Au dire de l'exploitant, la vanne guillotine obstruant le bassin précité est toujours fermée ce jour. Des analyses des eaux pluviales seront réalisées dès que possible.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	4.4.2 APA 22/12/2005 et article 23 de l'AM du 10/12/2013	1 mois	L'exploitant devra : - transmettre à l'inspection les volumes d'eau utilisés et les résultats des analyses d'eau du bassin eaux pluviales susceptibles de contenir une partie des eaux d'extinctions, les volumes d'eaux d'extinction parties dans le milieu naturel (zone en terre pour la circulation des engins) et les moyens de récupération mis en œuvre, s'il y a lieu. - <u>fournir un plan d'action pour contenir toutes les eaux d'extinction du site de production en cas d'incendie.</u>

Constat N°2 : Dispositifs de détection incendie:

Lors du contrôle, il a été constaté dans le bâtiment abritant l'activité «préparation de terres »:

- des extincteurs dans la partie intacte et dans la zone détruite par l'incendie
- l'absence de détecteur de fumée dans le bâtiment abritant l'activité, le bâtiment n'étant pas été identifié comme un local « à risque » au dire de l'exploitant.
- la mise en sécurité du bâtiment incendié et l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.

Au dire de l'exploitant, les systèmes de détection de fumée sont installés à proximité des armoires électriques réparties dans tout le site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité	Article 6.1.2 APA 22/12/2005	2 mois	L'exploitant devra, au vu des conclusions des expertises concernant les causes de l'incendie, justifier de l'absence de nécessité d'installer des dispositifs de détection incendie dans ce bâtiment.

Constat N°3 Moyens d'intervention

L'eau utilisée pour éteindre l'incendie a été pompée dans l'étang dédié du « Jolymousse », situé à l'entrée du site, et muni des dispositifs de pompage ad hoc.

Le site dispose de 2 accès pour les moyens d'intervention.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article article 6.3 APA 22/12/2005	1 mois	L'exploitant devra justifier du volume de la réserve incendie afin de respecter un débit d'eau de 600 m³/h pendant 2 heures comme exigé dans l'article visé.

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

Constat N°4 : Gestion des déchets (annexe 2)

Lors de la visite il a été constaté la présence dans le bâtiment d'une couche de suie sur l'ensemble des équipements et sur le tas d'argile encore intacts, des équipements calcinés (le convoyeur d'argile, le désagréateur, la trémie de distribution des coques de tournesol et le premier broyeur, des installations d'éclairage au sol, de la boue au sol (mélange eau et suie).

Les expertises étant en cours le jour de la visite, aucun déchet n'a été enlevé.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 5.5 de l'APA du 22/12/2005	2 mois	L'exploitation devra transmettre à l'inspection un récapitulatif des déchets d'incendie avec le type, volume, destination, traitement etc....

Annexe 2 – planche photographique

Photographie n°1 :
Désagrégateur d'argile



Photographie n°2
Broyeur d'argile n°1



Photographie n°3 :
Zone arrosée devant le local désagréateur



Photographie n°4
Trémis distribution coques de tournesol



Photographie n°5
Bassin des eaux pluviales

